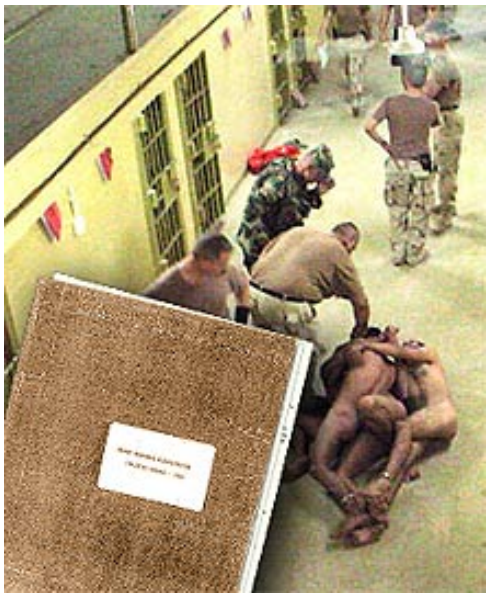
Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales
27 mai 2004
N°127 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

NOUVELLES APPLICATIONS À ABOU GHRAIB

Les manuels de torture de l'armée des États-Unis



Les condamnations de la torture par des parlementaires états-uniens, après la publication de photographies de sévices à la prison d'Abou Ghraib, ne doivent pas faire oublier que ces mêmes parlementaires ont exigé le rétablissement de la torture pour lutter contre le terrorisme après le 11 septembre. Les pratiques actuelles sont l'application minutieuse de manuels militaires en vigueur en Amérique latine depuis quarante ans, d'abord sous les ordres directs de Klaus Barbie, puis sur les instructions politiques de Dick Cheney et John Negroponte.

page 2

L'excuse Chalabi

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Thomas Patrick Carroll tire un étonnant parti des mises en cause d'Ahmed Chalabi : C'est parce qu'ils ont été désinformés par Chalabi, contrôlé par Téhéran, que les États-Unis ont cru aux armes de destruction massive et ont envahi l'Irak. Cette présentation des choses permet de blanchir le Pentagone qui stipendiait Chalabi pour qu'il fabrique de faux témoignages sur les armes de destruction massive. Elle fournit aussi une raison originale pour attaquer l'Iran.

page 9

REPÈRE : 27 MAI 1848

La fin des « Sanpatricios »

De nombreux immigrants furent enrôlés dans l'armée US dès leur descente de bateau pour participer à l'invasion du Mexique en 1848 (voir « L'invasion du Mexique par les États-Unis »). Parmi eux, un groupe d'un millier d'Irlandais, choqué de voir l'armée US mener des actions contre les civils qui leur rappellent trop les exactions qu'ils ont fui, se révolte et dénonce le racisme des officiers blancs protestants à l'encontre des paysans bronzés et catholiques. Pour l'état-major, héritier du mépris anti-irlandais britannique, le prolétariat *paddy* n'est qu'une masse de subversifs papistes qu'il faut mettre au pas. Un premier groupe de mutins est fusillé en 1847 à Posos, le reste prend le maquis et rejoint l'armée mexicaine où il formera la Brigade Saint-Patrick, *los Sanpatricios*, et participera activement à la défense de Monterey. Le 27 mai 1848, trois mois après la défaite mexicaine, le dernier groupe de *Sanpatricios* se rend dans la Sierra de Casas. Ils seront tous pendus sur le champ. Henry Moore, l'un des leaders déclare *« Je meurs pour avoir défendu les valeurs de la Révolution américaine. Je suis plus digne de porter le drapeau étoilé que vous. »* ■

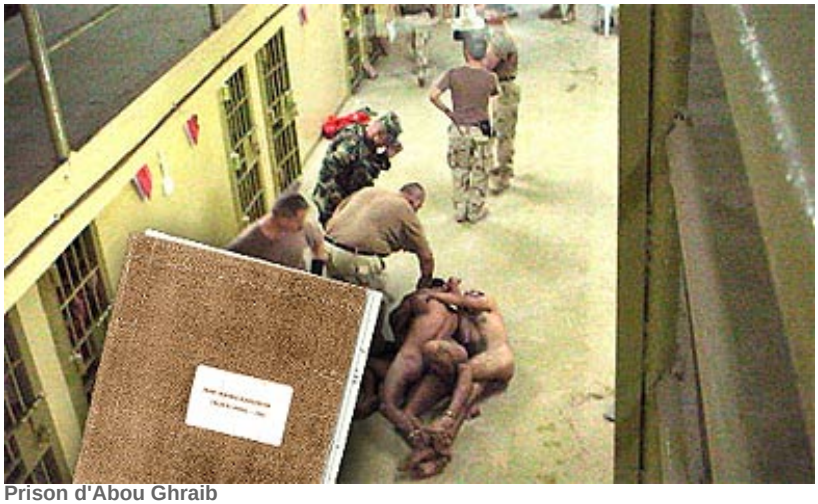
CNN DISSIMULE DES CLIPS DE PROPAGANDE DANS LES JOURNAUX TÉLÉVISÉS

En mars 2004, le département états-unien de la Santé et des Services sociaux a commandé une campagne de relations publiques au Karen Ryan Communication Group. Celui-ci a réalisé trois séquences vidéos, deux en anglais et une en espagnol, sous la forme de faux reportages de presse. On pouvait y voir aussi bien le secrétaire à la Santé que le président Bush, longuement applaudi alors qu'il signait la loi de réforme de la Sécurité sociale (Medicare). Les vidéos ont été mêlées par CNN parmi celles qu'elle produit et diffusées via son agence de presse aux chaînes locales de télévision. Les clips ont ainsi été diffusés par presque toutes les chaînes locales aux États-Unis pendant les journaux d'information. L'affaire, qui a été révélée par le *New York Times*, vient d'être confirmée par un rapport du GAO, la Cour des comptes états-unienne. L'usage de fonds publics à des fins de propagande intérieure est strictement interdit par la loi. (GAO B-302710, 19 mai 2004) ■

Nouvelles applications à Abou Ghraib

Les manuels de torture de l'armée des États-Unis

Les condamnations de la torture par des parlementaires états-uniens, après la publication de photographies de sévices à la prison d'Abou Ghraib, ne doivent pas faire oublier que ces mêmes parlementaires ont exigé le rétablissement de la torture pour lutter contre le terrorisme après le 11 septembre. Les pratiques actuelles sont l'application minutieuse de manuels militaires en vigueur en Amérique latine depuis quarante ans, d'abord sous les ordres directs de Klaus Barbie, puis sur les instructions politiques de Dick Cheney et John Negroponte.



Prison d'Abou Ghraib
Officiers du renseignement militaire contraignant des détenus civils à prendre des poses humiliantes pour des photographies destinées à intimider leurs co-détenus.

La condamnation quasi-unanime par les parlementaires états-uniens des sévices et tortures perpétrés au centre de détention d'Abou Ghraib, après que des photographies aient été reprises et diffusées par CBS, ne doit pas relativiser ces pratiques, ni masquer leur généralisation au lendemain des attentats du 11 septembre 2001. Faisons abstraction des parenthèses de l'opération afghane sous-traitée par les afghans eux-mêmes, fin 2001, et de l'écrasement d'une armée irakienne en déliquescence au printemps 2003. En l'absence de conflit conventionnel et officiel, qui implique une confrontation directe entre des États, cette guerre, que les dirigeants de Washington ont aussitôt affranchie de toute limite spatiale et temporelle, rapidement écartée du cadre légal des Conventions

de Genève, puis menée en bonne partie sous couvert du secret-Défense n'a jamais, même en surface, pris l'aspect d'une véritable guerre autrement que dans la rhétorique officielle. Il ne s'est pas agi de la résolution d'un conflit politique par une confrontation entre deux armées, mais d'une conquête coloniale incluant le contrôle des populations civiles et la captation de ressources naturelles. Pourquoi donc feindre l'étonnement face à ces images, scientifiquement mises en scène, destinées à contenir psychologiquement l'adversaire réel ou potentiel ? Parce que si guerre il y a, elle n'a lieu que contre des civils, d'abord soumis au *Shock and Awe* [1] jusqu'à l'hébétude, puis effrayés par la torture jusqu'à la résignation.

On ne peut enlever à George Soros le crédit de la lucidité lorsqu'il remarque dans un article récent [2] que l'événement qui a secoué les États-Unis était bien « *les photos* » et non pas la connaissance des pratiques. Il y relate un entretien informel avec des investisseurs de Wall Street aboutissant à un consensus selon lequel face au terrorisme, ils étaient majoritairement en faveur de la torture, mais à condition de n'en rien savoir.
Comment expliquer les différences de réaction face au débat sur le rétablissement de la torture, qui enthousiasmait des juristes et politiques états-uniens dès la fin de l'année 2002, et face à des photographies d'une pratique ordonnée, sinon par le fait que les images suscitent une réaction émotive dans l'opinion ? Nous parlions prudemment de « *rétablissement de la torture* » [3], mais au vu des documents produits par les services états-uniens dès le début des années 60, largement diffusés depuis dans le cadre des opérations de contre-insurrection et déclassifiés ces dernières années, force est de constater que, loin des « *bavures* » ou « *bizutages* » évoqués de-ci de-là par l'état-major U.S., il s'agit bien d'une stratégie soigneusement réfléchie et appliquée loin du regard des médias. La torture en a toujours fait partie et constitue même l'un de ses piliers.

Manuel de torture, CIA, 1963
Manuel de torture réalisé en 1963 par la CIA à l'usage de ses « interrogateurs » désireux de soutirer des informations à des sujets « résistants ».
Parmi les techniques recensées dans ce guide : susciter la peur, maintenir longtemps les détenus en position debout, leur faire subir un isolement sensoriel total.

(Voir les documents liés en fin d'article pour télécharger ce manuel)

L'apparition de mouvements révolutionnaires de guérilla au début des années soixante, avec l'escalade de la guerre du Viêt-Nam et les premiers foyers de résistance marxiste en Amérique du Sud, pousse les conseillers de John Kennedy à élaborer des méthodes de contre-insurrection comme un ensemble de mesures militaires, politiques et économiques pour vaincre les mouvements de libération nationale dans le tiers-monde. Des unités spéciales telles que les Bérets verts de l'armée de terre, les SEAL (pour *Sea-Air-Land Commandos*) de la marine et la force d'opérations spéciales de l'armée de l'air sont déployées dans des dizaines de pays tels que le Honduras [4], l'Indonésie [5], la Thaïlande ou les Philippines et matent toute velléité d'indépendance politique et économique. C'est en 1963 qu'est rédigé le premier manuel de conduite d'interrogatoire, intitulé *KUBARK Counterintelligence Interrogation*.

« KUBARK » étant un nom de code que la CIA s'était auto-attribuée. Il s'agit d'un guide détaillé des différentes méthodes ayant a priori pour but de soutirer efficacement des renseignements des « *éléments de résistance* », en commençant par les qualifications requises pour être un bon interrogateur et passant en revue les techniques coercitives servant cet objectif. On y trouve des recommandations matérielles du type « *le courant électrique doit être connu à l'avance, pour que les transformateurs et autres appareils de conversion soient disponibles si nécessaire* ». L'on y suggère de maintenir le prisonnier debout, de le priver de sommeil et de sensations tactiles et visuelles durant de longues périodes afin de briser sa volonté. Le manuel explique que dans les conditions « *idéales* », l'interrogé a l'impression de s'infliger lui-même les sévices et que des dispositifs tels qu'une cuve remplie d'eau ou un poumon artificiel sont « *encore plus efficaces* ». Bien entendu, l'introduction du manuel précise que celui-ci ne doit pas être « *perçu à tort comme constituant une autorisation d'avoir recours à des techniques coercitives à la discrétion du terrain* » (sic).

Des extraits compilés à partir de ce manuel, ainsi que des manuels de terrain du renseignement militaire datant du milieu des années 60 connus sous le nom de « *Projet X* », seront repris dans l'élaboration d'une seconde bible du parfait tortionnaire, titrée *Human Resource Exploitation Training Manual - 1983* (« Manuel d'entraînement à l'exploitation des ressources humaines ») et largement utilisée en Amérique du Sud de 1983 à 1987. Ce manuel détaille également des pratiques similaires à celles observées à Abou Ghraib. La version originale stipule « *Nous aborderons deux types de techniques, coercitives et non-coercitives. Si nous n'insistons pas sur le recours aux techniques coercitives, nous voulons résolument vous en faire prendre connaissance* ». Suite à une enquête sénatoriale sur les violations des Droits de l'homme par les escadrons de la mort du Honduras, en 1988, ce passage sera modifié pour donner ceci : « *Si nous déplorons le recours à des techniques coercitives, nous tenons résolument à vous en faire prendre connaissance de façon à ce que vous puissiez éviter d'en faire usage* ». Le manuel prévient tout de même que : « *Le recours répété à la torture abaisse l'exigence morale de l'organisation qui la pratique et corrompt ceux qui en dépendent...* ».

Manuel de torture, CIA, 1983
Ouvrage largement utilisé en Amérique Latine entre 1983 et 1987 comme manuel de référence par les instructeurs de la CIA et des Bérets Verts.
(Voir les documents liés en fin d'article)

Dès 1966, les fameux manuels étaient au cœur de l'enseignement prodigué à l'École des Amériques située à Panama, puis déménagée à Fort Benning, et à l'Académie des cadres de la guerre politique installée à Taïwan. Durant une décennie, les techniques d'interrogatoire y sont enseignées aux militaires sud-américains et asiatiques à qui sont déléguées les basses besognes de la contre-insurrection [6]. En 1976, cet entraînement est suspendu après qu'une commission parlementaire eût pris connaissance de celui-ci. Le gouvernement Carter confirme cette suspension, mais l'administration Reagan réactivera l'École des Amériques, rassemblera les manuels pour l'édition nuancée de 1983 qui sera officiellement approuvée, quoique largement négligée par le terrain où les

tortionnaires lui préfèrent la version plus factuelle et explicite de 1963.

L'équipe Reagan remet ainsi les pendules à l'heure : elle affirme sa résolution à combattre les guérillas « castristes » en Amérique Centrale et n'hésite pas à déclarer par l'entremise de son secrétaire d'État Alexander Haig que le « *terrorisme international* » - expression utilisée par l'administration pour désigner les insurrections et conflits révolutionnaires - « *remplacera les Droits de l'homme dans nos préoccupations* » [7]

La traduction, puis la diffusion massive en Amérique du Sud de ces manuels parmi les forces de contre-insurrection locales finira tout de même par inquiéter le Pentagone, au point qu'en 1992 un rapport secret, intitulé *Éléments inappropriés dans les manuels de renseignement en langue espagnole*, est adressé à Dick Cheney, alors secrétaire à la Défense du président George H. Bush (le père). Le rapport fait état d'inquiétudes quant aux « *éléments criminels et douteux contenus dans les manuels* », qui contredisent la priorité qu'à le Southern Command de promouvoir le respect pour les Droits de l'homme et ainsi « *sapent la crédibilité des États-Unis et pourraient en conséquence nous embarrasser significativement* ». Plusieurs mois auparavant, une enquête interne du département de la Défense s'était intéressée à un total de sept manuels problématiques en circulation et les avait liés à de multiples cas rapportés de tabassages, emprisonnements abusifs, exécutions et injections de sérums de vérité depuis les années 60. Autant dire que l'instruction ultérieure de Dick Cheney de retrouver et de détruire tous les exemplaires disponibles de ces manuels dans le cadre d'une « *action corrective* », alors que la contre-insurrection a porté ses fruits et soumis une bonne partie de l'Amérique du Sud, n'était qu'une vaine tentative pour dissimuler les preuves d'un plan concerté [8].

Prisonnier irakien soumis à torture par éléctricité dans la prison d'Abou Ghraib
(Voir les photos de prisonniers irakiens torturés à Abou Ghraib)

Dans son discours sur l'état de l'Union de l'année 2003, George W. Bush déclarait à propos du régime de Saddam Hussein : « *chocs électriques, application de fers rouges ou d'acide sur la peau, mutilation à la perceuse électrique, ablation de la langue et viol. Si cela n'est pas maléfique, alors ce mot est vide de sens.* » [9].

Le débat ouvert fin 2002, loin des caméras, n'était en somme qu'une tentative pour faire accepter et banaliser des pratiques largement répandues. Cette tactique prenant appui sur l'effroi causé par les attaques du 11 septembre, encore vif à l'époque, ne pouvait que s'essouffler à mesure que le nombre de victimes civiles de la « *guerre au terrorisme* » distançait celui des victimes du 11 septembre. Les fuites devaient logiquement gagner en fréquence et en intensité alors que les chances pour leurs auteurs d'être qualifiés de traîtres à la patrie s'amenuisaient.

Par la suite, la capture début 2003 de Khalid Shaikh Mohammed, présumé lieutenant de Ben Laden, avait donné lieu à une polémique sur la question de la légalisation de la torture, et non pas du recours à celle-ci, puisqu'elle était déjà pratique courante dans les campagnes de contre-insurrection. Le fait d'envoyer les prisonniers se faire torturer dans des pays qui le font couramment, tels que l'Égypte ou le Maroc, était déjà une réalité depuis des mois quand cette polémique remplit les colonnes de certains journaux. C'est notamment le cas de Muhammad Saad Iqbal Madni, alors soupçonné par la CIA d'être lié à Richard « *baskets explosives* » Reid. Iqbal Madni est secrètement acheminé depuis l'Indonésie vers l'Égypte par les services U.S. pour y être interrogé de manière musclée [10].

L'expérience algérienne de la France, à laquelle le Pentagone s'était intéressé avant de se lancer dans la conquête de l'Irak, avait largement démontré qu'une fois le seuil éthique de la torture est franchi, l'escalade est assurée. La torture est un raccourci et tout le monde privilégie les raccourcis. Peut-être est-ce d'ailleurs une des raisons pour lesquelles les révélations sur Abou Ghraib ont connu un tel déferlement : il fallait briser net cette escalade avant que les événements ne prennent une tournure vraiment sordide. Même dans le cas d'une bombe à retardement, expliquait le professeur de droit David Cole au journal *The Nation* en mars 2003 [11], la pente glissante du recours à la torture est dangereuse car l'inévitable incertitude liée à la nature de la menace autorise alors, au bénéfice du doute, la torture en toutes circonstances. L'expérience de l'Algérie s'est reproduite en Israël, avant qu'une décision de la Cour suprême ne l'interdise formellement au moins, en 1999. « *Très rapidement, à quelques rares exceptions près en Israël la torture était devenue une pratique courante, en partie en raison du fait que la métaphore de la bombe à retardement peut être étendue à l'infini* », expliquait Phil Roth à *The Nation*.

Mais avant d'être un moyen d'obtenir des informations, la torture n'est-elle pas l'incarnation du terrorisme d'État par excellence ? Qui oserait prétendre que la population irakienne n'est pas terrorisée à l'idée de se retrouver entre les mains des tortionnaires d'Abou Ghraib ?

On apprend aujourd'hui que les États-Unis demandent avec insistance le renouvellement d'une résolution du Conseil de sécurité qui exempterait leurs militaires de toute poursuite devant la Cour Internationale de Justice [12]. L'idée est simple : parallèlement à une bataille judiciaire stérile qui renvoie la responsabilité vers le haut-commandement, qui au mieux fera sauter quelques fusibles, les exécutants sont protégés au plus haut niveau. Toute mise en cause s'en trouve ainsi court-circuitée. Il ne reste plus qu'à s'assurer que la torture

n'est plus pratiquée que par les pays sous-traitants et dans les centres d'interrogation secrets de la CIA.

Le manuel de 1983 fut spécialement rédigé pour étendre la torture en Amérique centrale. Toutes les méthodes étaient bonnes alors pour empêcher les populations de soutenir les communistes. Sur le terrain, les opérations étaient dirigées par John Negroponte. C'est en référence explicite à son « *expérience* » que George W. Bush l'a désigné comme ambassadeur des États-Unis à Bagdad à partir du 1er juillet 2004, pas pour mettre fin à la torture.

Arthur Lepic

---

[1] Le *Shock and Awe* (choquer pour se faire respecter) désigne les méthodes de bombardement des populations civiles inaugurées par l'Axe à Guernica, puis théorisées par Harlan K. Ullman.

[2] « *Victims turning perpetrators* », par George Soros, Alternet, 19 mai 2004.

[3] Voir notre dossier « *Les États-Unis rétablissent la torture* », Bibliothèque électronique, mars 2003.

[4] Voir notre article « John Negroponte bientôt à Bagdad », par Arthur Lepic, *Voltaire* n° 103, 21 avril 2004.

[5] Voir notre article « 1965 : Indonésie, laboratoire de la contre-insurrection », par Paul Labarique, *Voltaire* n°126, 26 mai 2004.

[6] Voir notre enquête : « La Ligue anticommuniste mondiale (WACL), une internationale du crime » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 12 mai 2004.

[7] « L' "Amérique forte" face au tiers-monde, une nouvelle doctrine de contre-insurrection », par Michael T. Klare, *Le Monde Diplomatique*, avril 1981.

[8] En droit, la torture lorsqu'elle est l'application d'ordres donnés dans le cadre d'un plan concerté est susceptible de relever du crime contre l'humanité et non pas du simple crime de guerre.

[9] Le texte intégral du *Discours sur l'état de l'Union* du 28 janvier 2003 est disponible dans notre rubrique « Fil diplomatique ».

[10] « U.S. Behind Secret Transfer of Terror Suspects », par Rajiv Chandrasekaran et Peter Finn, *Washington Post*, 11 mars 2002.

[11] « In Torture we Trust ? », par Eyal Press, *The Nation*, 31 mars 2003.

[12] *Bush Negociates Future Impunity for American Soldiers*, Fédération Internationale des Droits de l'Homme, 24 mai 2004.

Documents

CIA, KUBARK Counterintelligence Interrogation (1963) - 1ère partie (sur3)

▶ 1ère partie (sur 3) du document-
Manuel de torture réalisé en 1963 par la CIA à l'usage de ses « interrogateurs » désireux de soutirer des informations à des sujets « résistants ». Parmi les techniques recensées dans ce guide : susciter la peur, maintenir longtemps les détenus en position debout, leur faire subir un isolement sensoriel total.
PDF - 2.7 Mo

CIA, KUBARK Counterintelligence Interrogation (1963) - 2ème partie (sur3)

▶ 2ème partie (sur 3) du document-
PDF - 2.5 Mo

CIA, KUBARK Counterintelligence Interrogation (1963) - 3ème partie (sur3)

▶ 3ème partie (sur 3) du document-
PDF - 606 ko

Human Resource Exploitation Training Manual (1983) - 1ère partie (sur 2)

Manuel de torture largement utilisé en Amérique Latine entre 1983 et 1987 comme ouvrage de référence par les instructeurs de la CIA et des Bérets Verts.
PDF - 2.2 Mo

Human Resource Exploitation Training Manual (1983) - 2ème partie (sur 2)

▶ 2ème partie (sur 2) du document-
PDF - 1.6 Mo

RENDEZ-VOUS SUR LE FORUM DES ABONNÉS

- Pour discuter de ce sujet avec les lecteurs et la rédaction de *Voltaire*.
- Pour apporter des informations complémentaires sur le thème abordé dans cet article.
- Pour ouvrir une discussion sur un aspect particulier de l'actualité internationale.

Discussions sur les enjeux internationaux
www.reseauvoltaire.net/forum.html

FOCUS

L'excuse Chalabi

Analyse

Dans un une tribune publiée par le *Washington Post*, le président vénézuélien Hugo Chavez Frias renouvelle sa profession de foi en la démocratie. Il rappelle que son peuple a défendu les institutions lors du coup d'État de Pedro Carmona et l'a ramené au pouvoir. Il souligne aussi que, si la démocratie qu'il incarne est attaquée, c'est parce qu'elle a consacré les revenus du pétrole à lutter contre la pauvreté, la maladie et l'analphabétisme. Enfin, il se déclare serein face à un éventuel référendum de destitution qui tournerait au plébiscite.

Ancien analyste de la CIA proche d'Israël, Thomas Patrick Carroll tire, dans le *Los Angeles Times*, un étonnant parti des mises en cause d'Ahmed Chalabi : C'est parce qu'ils ont été désinformés par Chalabi et son Congrès national irakien que les États-Unis ont cru aux armes de destruction massive et ont envahi l'Irak. Or, Chalabi, qui est chiite, était un agent secret iranien. Il a manipulé les États-Unis pour leur faire détruire l'ennemi héréditaire, l'Irak. Cette présentation des choses permet de blanchir le Pentagone qui stipendiait Chalabi pour qu'il fabrique de faux témoignages sur les armes de destruction massive. Elle fournit aussi une raison originale pour attaquer l'Iran.
Autre pensée paradoxale : Walid Phares, qui est au Liban ce que Chalabi est à l'Irak, explique sans rire dans le *Washington Times* que l'affaire des tortures à Abou Ghraib n'a pas atteint l'image des États-Unis dans le monde arabe. Certes, cela a donné de nouveaux arguments aux anti-américains systématiques, mais cela n'a pas créé de nouvel anti-américanisme. Au contraire, poursuit-il, les Arabes sont admiratifs du modèle US depuis que George W. Bush a condamné ces pratiques, car ils ne peuvent espérer la même grandeur d'âme chez leurs dirigeants.

Patrick J. Buchanan dispense équitablement les mauvais points à droite et à gauche. Dans le *Washington Times*, il souligne qu'un retrait d'Irak serait un signe de faiblesse et qu'un engagement supplémentaire amorcerait une spirale

incontrôlable. Le vrai problème, c'est qu'il n'aurait pas fallu se mettre dans ce pétrin.

Dans un entretien au *Figaro*, le nouveau ministre des Affaires étrangères, Michel Barnier, insiste sur la continuité de la politique française. Les États-Unis sont définitivement des alliés, mais cette alliance n'exclut pas la critique. Concernant l'Irak, la France pose trois exigences : la crédibilité du prochain gouvernement autochtone, la légalisation de la situation dans un cadre onusien, et une véritable reconstruction économique et politique.
Comme en écho, Malcolm Rifkind appelle Tony Blair à reprendre son autonomie face aux États-Unis et à refuser de les suivre dans leur aventure, comme le firent en leur temps Thatcher et Wilson. À cette occasion, il précise dans *The Independent* que, selon lui, les trois exigences que devrait poser le Royaume-Uni. Ce sont les mêmes que celles de la France, mais avec des points sur les « i » : une véritable reconstruction du pays suppose que le contrôle de l'occupation soit remis au département d'État au détriment de celui de la Défense.

Quarante-sept députés français ont déposé un projet de loi visant à rétablir la peine de mort pour sanctionner les crimes terroristes. *Le Figaro* donne la parole à l'un d'entre eux et à un de leurs détracteurs.
Pour Jacques Myard, député du parti chiraquien, la peine de mort est un signe d'autorité et son rétablissement marquerait la volonté de la société de résister au terrorisme. Au contraire, pour Jacques Pelletier, sénateur centriste, la peine de mort ne grandirait pas la démocratie et transformerait les terroristes en martyrs. Il serait préférable de rendre leurs crimes imprescriptibles.
On observera que le débat sur la peine de mort n'est jamais qu'une version soft du débat sur la torture.

Réseau Voltaire

Hugo Chavez

Hugo Chavez est le président de la république du Venezuela. Victime d'un coup d'État manqué en avril 2002, il fait depuis l'objet d'attaques constantes de son

« Prêt pour un vote de confirmation »

Source : Washington Post
Référence : « Ready for a Recall Vote », par Hugo Chavez, *Washington Post*, 26 mai 2004.

Pendant les premières 24 heures du coup d'État qui a brièvement renversé mon gouvernement le 11 avril 2002, je m'attendais à tout moment à ce qu'un de mes geôliers vienne me tirer une balle dans la tête pour affirmer que je m'étais suicidé. Mais quelque chose d'extraordinaire est advenu : la vérité sur le coup d'État a éclaté, des millions de Vénézuéliens sont descendus dans la rue et cela a renforcé les militaires démocrates qui ont pu renverser la brève dictature de Pedro Carmona. La vérité a sauvé ma vie et la démocratie et cette expérience

opposition soutenue par l'administration Bush.

nous a changé, moi et mon pays.
Les divisions politiques au Venezuela n'ont pas commencé avec mon élection en 1998. Mon pays, pourtant riche en pétrole, a été divisé socialement tout au long de son histoire et la majorité des Vénézuéliens restent pauvres. Ce qui fait enrager mes opposants, ce ne sont pas les inégalités, mais le fait que je consacre une partie des revenus du pétrole à l'amélioration des conditions de vie de mes concitoyens. En 6 ans de présidence, les dépenses de santé ont doublé, le budget de l'éducation a triplé et la mortalité infantile a fortement diminué. L'alphabétisation et l'espérance de vie ont, pour leur part, augmenté.
Après avoir échoué à me renverser en 2002 et bloqué la compagnie pétrolière nationale en 2003, mes opposants tentent cette année d'obtenir les signatures nécessaires pour organiser un référendum national sur ma destitution, comme le prévoît notre constitution. Le Conseil électoral national, une organisation indépendante, a estimé que 375 000 des signatures récoltées étaient fausses et 800 000 posaient problème. Il a invité l'Organisation des États américains et le Carter Center à participer à un nouveau décompte à la fin du mois pour démontrer la transparence du processus.
J'espère que le référendum aura lieu afin que je puisse prouver à mes opposants que j'ai le soutien du peuple mais, quoi qu'il en soit, moi et mes partisans avons affirmé que nous respecterions les résultats du processus de décompte. Mes opposants ont pour leur part affirmé qu'ils n'accepteraient qu'un décompte en faveur du référendum. En 2002, l'administration Bush a été seule dans son soutien au coup d'État. Je souhaite qu'aujourd'hui elle respecte le processus démocratique et accepte les résultats, comme le reste de la communauté international.

Thomas Patrick Carroll

Thomas Patrick Carroll est ancien officier du service clandestin de la CIA. Il est aujourd'hui chroniqueur du Middle East Intelligence Bulletin, un mensuel publié conjointement par le Middle East Forum de Daniel Pipes (Le 3 de cœur du régime Bush) et l'US Committee for a Free Lebanon.

« Parfois, il s'agit simplement d'un jeu d'espion contre espion »

Source : Los Angeles Times
Référence : « Sometimes, It's a Simple Game of Spy Versus Spy », par Thomas Patrick Carroll, *Los Angeles Times*, 25 mai 2004.

Le gouvernement iranien est oppresseur, corrompu, craint par ses voisins et haï par son peuple, mais il sait bien diriger ses services de renseignement.
Selon la presse, citant une source de la Defence Intelligence Agency, le programme de récolte d'information de l'Iraqi National Congress d'Amhed Chalabi était une façade des services de renseignement iranien qui l'aurait utilisé pour faire attaquer Saddam Hussein, leur ennemi mortel, par les États-Unis. Comme les États-Unis ont donné des millions de dollars au programme, il faut conclure que Washington a financé les opérations de tromperie de l'Iran. Si cela est vrai (le « si » est important), l'Iran a réussi l'une des plus belles opérations secrètes de l'Histoire, un coup comparable à l'« opération confiance » de l'URSS avant la Seconde Guerre mondiale.
L'opération confiance avait consisté à créer un faux groupe de Russes blancs qui fut largement financé par les gouvernements d'Europe occidentale pour mener

la résistance contre les Bolcheviques en Russie alors qu'il ne faisait que fournir les fonds reçus à Moscou et qu'il envoyait, par la désinformation, de vrais groupes de résistants anti-soviétiques à la mort. La ruse fonctionna six ans avant d'être découverte. Il est difficile de savoir si l'INC est une réactualisation de cette opération, mais le fait même que cela soit possible en dit long sur le manque de capacité des États-Unis dans le renseignement humain.
Les États-Unis ont un avantage technologique dans le renseignement sur l'Iran et Al Qaïda, mais la transparence de la société états-unienne nous limite dans le domaine du renseignement humain. George Tenet a affirmé qu'il faudrait cinq ans pour adapter le renseignement humain des États-Unis à la nouvelle guerre, le Congrès doit lui donner les moyens de mener cette réforme.

Walid Phares

Américain d'origine libanaise, Walid Phares est professeur d'études moyen-orientales et analyste sur les questions de terrorisme pour MSNBC. Il est expert du cabinet Benador Associates et bénéficie d'une bourse de la Foundation for the Defense of Democracies, un think-tank créé par l'ex-patron de la CIA James Woolsey. Il préside la World Lebanese Organization qui milite pour la création d'un Liban exclusivement chrétien à côté d'un Israël exclusivement juif.

« L'image manquante »

Source : Washington Times
Référence : « The missing pictures », par Walid Phares, *Washington Times*, 25 mai 2004.

Quand le scandale de la prison d'Abu Ghraib a explosé, j'ai analysé la réaction en provenance du monde arabe. Dans une année électorale, chacun essaye d'exposer une « vérité » qui l'arrange. Aussi, pour l'administration Bush, les abus contre les prisonniers sont le fait de « pommes pourries » tandis que l'opposition parle d'un « problème systématique » et d'un « monde arabe humilié ». Mais mes recherches ne confirme pas ce dernier résultat.
En fait, on peut voir deux types de réaction face aux images de tortures. La première est l'antiaméricanisme, poussée par l'hystérie d'Al-Jazeera et qui dénonce non pas quelques gardes mais tous les États-Unis. Cette réaction a l'assentiment de l'Europe. La seconde a réagi favorablement au discours de George W. Bush et a été favorablement surpris par le fait qu'un président états-unien vienne s'exprimer sur une chaîne arabe pour leur parler de ces abus. Une attitude que n'ont jamais les dirigeants arabes.
Pour beaucoup de Syriens, ces images reflètent ce qui se passe depuis 28 ans dans leur pays sans aucune excuse du pouvoir. Certains irakiens rappellent que les pratiques étaient bien pire sous Saddam Hussein et montrent les tombes de masse. Au Soudan, plus d'un millions de noirs ont été décimés et ils savent que les États-Unis sont l'antithèse de la politique de Khartoum.
Il est important de faire toute la lumière sur la situation dans la région.

Patrick J. Buchanan

Patrick J. Buchanan a été assistant des présidents Nixon, Ford et Reagan. Il a brigué plusieurs fois l'investiture républicaine pour l'élection à la présidentielle avant de se présenter indépendamment des deux grands partis états-uniens en 2000. Il dirige le magazine *The American Conservative*.

« Escalade contre sortie »

Source : Washington Times
Référence : « Escalation versus exit », par Patrick J. Buchanan, *Washington Times*, 25 mai 2004.

Tony Blankley, du *Washington Times*, affirmait récemment qu'une stratégie de départ d'Irak nous mènerait à l'enfer et qu'elle renforcerait nos ennemis dans le monde islamique. IL a raison, notre défaite aurait un effet domino qui pourrait déstabiliser toute la région pendant que l'Irak se dissoudrait.
le risque que l'Irak devienne un Liban géant est une des raisons pour lesquels certains ont demandé au président de ne pas envoyer nos armées en Irak. Dans la guerre au terrorisme, l'un des objectifs était d'isoler Ben Laden et de le maintenir éloigné de la cause arabe pour ne pas devoir affronter un monde arabe uni contre nous mais c'est le contraire qu'a produit la Guerre d'Irak.
Ceux qui sont favorable au retrait doivent penser aux conséquences d'un tel acte mais les partisans de l'escalade du conflit doivent avoir la même approche de leur proposition. En effet, si leur objectif est d'installer une démocratie pro-occidentale en Irak, ils doivent se demander si cela est possible et si nous en prenons le chemin. IL faut avant tout espérer un Irak sans armes de destructions massives.
Entre le retrait et l'escalade, il n'y a pas de bon choix, les deux auront des conséquences graves. Le vrai problème c'est que nous n'aurions pas dû aller en Irak.

Michel Barnier

Ancien commissaire européen français chargé de la politique régionale et ancien président du groupe défense de la Convention européenne, Michel Barnier est ministre français des Affaires étrangères.

« Le gouvernement irakien devra être réellement souverain »

Source : Le Figaro
Référence : « Le gouvernement irakien devra être réellement souverain », par Michel Barnier, *Le Figaro*, 26 mai 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

Les sévices infligés aux prisonniers irakiens témoignent d'une attitude déshonorante et indigne. Ces actes minent le système de valeurs de nos démocraties. Je ne sais toujours pas s'ils sont le fait de quelques soldats sadiques ou s'il s'agit d'un système organisé. Les États-Unis ont réagi comme la démocratie qu'ils sont. Ils ont dit les choses et les ont traitées. S'il s'agit d'un système organisé, tous les responsables et coresponsables devront être sanctionnés.
Pour sortir du « trou noir » irakien, qui risque d'emporter toute la région, la

France doit aider la communauté internationale à retrouver ses repères et ses principes : il faut que ce soit les Nations Unies qui organisent un transfert de pouvoir effectif à un gouvernement irakien qui ne soit pas un trompe l'œil. Il faut restaurer la confiance entre alliés en agissant de manière concertée et transparente, c'est l'enjeu des négociations en cours à l'ONU. Les Américains doivent répondre à cet appel. Il faut aussi renforcer le dialogue avec le monde arabe.

La France n'enverra pas de militaires en Irak car la solution à cette crise n'est pas militaire, mais nous sommes prêts à aider à la reconstruction politique et économique du pays. Il faut respecter la date du 30 juin et faire en sorte que le futur gouvernement irakien soit réellement souverain. Nous sommes attentifs à la définition de ses compétences et il faudra organiser une table ronde pour s'assurer de sa représentativité. La résolution de l'ONU viendra après pour valider ce processus. Le nouveau gouvernement irakien sera au minimum consulté avant chaque intervention des forces internationales issues de la Coalition et il aura un contrôle total des forces irakiennes. Le gouvernement irakien élu en janvier 2005 devra pouvoir dire s'il souhaite ou non le maintien des troupes états-uniennes.

Nous devons travailler à la réunification de la communauté internationale et nous travaillons à une nouvelle résolution qui ira dans ce sens, mais j'aimerais bien que les Américains comprennent que, lorsque nous nous exprimons, ce n'est pas pour ou contre eux. Nous sommes définitivement amis et alliés, et nous le rappellerons avec beaucoup de gratitude et de force le 6 juin. La nouvelle résolution sur l'Irak doit viser un triple objectif : affirmer le retour de la souveraineté et des responsabilités aux Irakiens, marquer clairement l'autorité retrouvée des Nations unies et engager en Irak même un processus de reconstruction politique et économique qui soit vraiment crédible pour convaincre la population irakienne d'y adhérer.

Nous émettons des réserves sur les sanctions contre la Syrie. Si nous sommes favorables à une réforme du monde arabe, cela ne peut se faire qu'en tenant compte de la culture et de l'histoire de ces pays, pas en plaquant un modèle.

La France, comme la communauté internationale, a immédiatement condamné l'attaque israélienne contre Rafah. Le retrait annoncé de Gaza est une bonne chose s'il s'inscrit dans la « feuille de route » et fait l'objet d'une concertation appropriée avec les Palestiniens et le quartet. À quoi cela servirait-il de se retirer de Gaza si l'on détruit ce territoire avant ? La France est favorable à l'envoi d'une force d'interposition internationale.

Malcolm Rifkind

Malcolm Rifkind est ancien ministre conservateur des Affaires étrangères britanniques (1995-1997)

« Murmurer à l'oreille de Bush ne l'a amené nulle part. Blair doit faire connaître son avis sur l'Irak »

Source : The Independent
Référence : « Whispering in Bush's ear has got him nowhere. Blair must find his voice on Iraq », par Malcolm Rifkind, *The Independent*, 24 mai 2004.

Tony Blair doit comprendre que son soutien inconditionnel à George W. Bush a conduit ses amis au désespoir et ses ennemis à la dérision. Il n'est pourtant pas masochiste et il souhaite assurer sa survie politique, mais il semble s'être convaincu lui-même que la politique américaine est avisée et qu'elle est la plus à même de réussir. C'est la seule façon d'expliquer pourquoi Blair mène une politique aussi erronée et aussi destructrice pour lui.

Je pense que la guerre d'Irak n'était pas nécessaire et n'était pas désirable, mais même si le Premier ministre pensait le contraire, il a fait des erreurs en assurant de son soutien inconditionnel les États-Unis tout en promettant une résolution de l'ONU à la population britannique. Il devait être alors persuadé que son charisme lui permettrait d'obtenir une résolution et qu'il convaincrait Damas de lever son opposition. Blair a oublié que le soutien britannique aux États-Unis n'a jamais été sans condition : Thatcher critiqua fortement l'invasion de Grenade et Wilson refusa la participation britannique à la guerre du Vietnam. Blair peut, et doit, redresser la barre en insistant désormais sur trois conditions pour poursuivre le soutien britannique :

- Le gouvernement irakien à qui on transmettra le pouvoir en juin doit être acceptable pour les Irakiens avant d'être un ami de Washington.
- Il faut une résolution de l'ONU sur l'Irak et donc des négociations avec la France, la Russie et la Chine.
- La reconstruction de l'Irak ne doit pas être de la responsabilité de Donald Rumsfeld mais de Colin Powell.

Jacques Myard

Ancien diplomate, Jacques Myard est député français UMP des Yvelines et maire de Maisons-Laffitte. Il est l'un des 47 députés cosignataires d'une proposition de loi déposée le 8 avril dernier à l'Assemblée nationale, à l'initiative du député UMP du Val-de-Marne, Richard Dell'Agnola, pour rétablir la peine capitale à l'encontre des terroristes.

« Non à la banalisation du meurtre »

Source : Le Figaro
Référence : « Non à la banalisation du meurtre », par Jacques Myard, *Le Figaro*, 25 mai 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

Je sais que la proposition de loi demandant le rétablissement de la peine de mort pour les terroristes a peu de chance d'être adoptée. Si je l'ai cosigné, c'est pour relancer le débat sur la peine de mort car son abolition n'a rien résolu des problèmes de violence et que le terrorisme aveugle ne cesse de croître.
En abolissant la peine de mort, on a dévalorisé la vie car affirmer que les crimes des assassins ne doivent pas être sanctionnés par la condamnation suprême signifie qu'une vie ne vaut pas une vie. Restaurer une sanction à la hauteur de la faute, c'est restaurer la responsabilité. La question n'est pas l'effet dissuasif, mais de savoir si la société accepte que la vie soit dévalorisée par, dans le pire des cas, des poseurs de bombes. Le fait que la peine de mort ait été abolie en 1981, date à laquelle la France est entrée dans la démocratie molle et dans la perte des repères, est symptomatique. On nous a présenté l'abolition de la peine de mort comme un progrès de la démocratie alors qu'il ne s'agit que d'une banalisation du meurtre. En outre, pourquoi cette peine est-elle si choquante ? Une nation qui bombarde un camp terroriste donne également la mort pour se défendre.
Sans la peine de mort, on court le risque que le peuple ne se fasse justice lui-même, ce qui est la négation des principes de vie en société. Je pense que la démocratie doit se radicaliser pour survivre. Le rétablissement de la peine de mort ne signifie pas son application systématique. Il faut un référendum sur la question.

Jacques Pelletier

Jacques Pelletier est sénateur de l'Aisne et président du groupe du Rassemblement démocratique et social européen.

« Pas de marche arrière ! »

Source : Le Figaro
Référence : « Pas de marche arrière ! », par Jacques Pelletier, *Le Figaro*, 25 mai 2004.

Suite aux attentats, les démocraties, ébranlées dans leurs idéaux ont pris peur devant cette monstrueuse barbarie. Quarante-sept député de la majorité ont déposé une proposition de loi tendant à rétablir la peine de mort pour les auteurs d'actes terroristes. Serait-ce un simple soubresaut des thuriféraires du châtiment suprême ou bien cela reflète-t-il un courant de l'opinion face à l'horreur qu'inspire le terrorisme ?
Nous avons cru que la démocratie était une fin en soi alors qu'elle n'est qu'un long processus, un outil au service du progrès humain. Un peu partout dans le

monde, le bulletin de vote remplace la balle de fusil, la torture recule, la justice se substitue à la vengeance. L'humanité avance et l'homme envisage chaque jour un peu plus sa liberté dans le respect des droits fondamentaux des autres dont le premier est le droit à la vie. La peur ne doit pas nous faire revenir en arrière. En outre, la peine de mort n'est qu'un instrument puéril face à la lâcheté des attaques et son caractère dissuasif est inexistant.

Les grandes démocraties doivent s'unir pour éclairer leur chemin commun à la lumière d'un humanisme conquis afin que partout dans le monde, la justice ne tue plus. Cela ne signifie pas que nous devions laisser les actes répréhensibles impunis, mais la peine de mort permettrait simplement aux terroristes d'être des martyrs. Il faut par contre être sévères avec les terroristes en instituant une imprescriptibilité de leurs crimes.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .